



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**Service Marchés Publics
Cité Administrative
12 rue de la Commune de Paris
52115 Saint-Dizier CEDEX
Tél: 0325073146**

EXTENSION DU CENTRE NAUTIQUE A SAINT DIZIER

Date et heure limites de réception des offres

04 septembre 2018 à 12 Heures

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES EXIGEEES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	5
3.1 - MAITRISE D'OEUVRE	5
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	6
3.3 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	9
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	11
8.2 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	11

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **EXTENSION DU CENTRE NAUTIQUE A SAINT DIZIER**

Lieu(x) d'exécution : Centre nautique de Saint Dizier - avenue de Verdun

Réalisation de prestations similaires : Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu, avec l'attributaire du présent contrat, à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires.

Ce nouveau contrat devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 23 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Démolition/Gros Œuvre/Maçonnerie/canalisations
2	Charpente Métallique
3	Étanchéité/Couverture
4	Menuiseries extérieures
5	Menuiseries intérieures bois
6	Serrurerie
7	Plomberie/sanitaires
8	Traitement d'eau
9	Chauffage/traitement d'air
10	Electricité/CF
11	Contrôle d'accès
12	Plafonds suspendus
13	Revêtements de sols coulés en résine
14	Revêtements de sols et murs en carrelage-faïence
15	Revêtements de façades/Peinture/Nettoyage
16	Revêtement de sols souples
17	Equipements casiers vestiaires
18	Equipements espaces forme
19	Bassin Inox/équipements
20	Couverture isotherme
21	Pentaglisse
22	Ascenseur
23	VRD et Espaces verts

L'ensemble des lots fera l'objet d'un marché unique. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
Travaux de gros œuvre. (452232204)
Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes. (452610004)
Travaux de menuiserie. (454210004)
Travaux de pose d'une nouvelle couche de peinture. (454421802)
Travaux d'installations électriques. (453112002)
Serrurerie. (443165003)
Travaux d'isolation. (453200006)
Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation. (453320003)
Réalisation et entretien d'espaces verts. (773100006)
Travaux de couverture métallique. (452612130)
Travaux de traitement de l'eau. (452324305)
Système de contrôle des accès. (429611001)
Mise en place de plafonds suspendus. (454211469)
Mobilier. (391000003)
Travaux de couverture. (452612109)
Travaux d'installation d'ascenseurs. (453131005)

Article 2 : Conditions de la consultation2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes exigées et Prestations supplémentaires ou alternatives2.2.1 – Variante

Aucune variante n'est autorisée.

2.2.2 - Prestations supplémentaires obligatoires

Chaque candidat devra faire une proposition pour chacune des 10 prestations supplémentaires ci-dessous que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander ou non lors de la signature du contrat :

PSE prévue(s)	Intitulé et description
PSE 1	Remplacement bardage bois par bardage métal en façade gardien (sur lot 3)
PSE 2	Remplacement panneaux bois par panneau métal en façade espace forme (sur lot 4)
PSE 3	Remplacement des lames brise soleil bois par métal (sur lot 4)
PSE 4	Mise en œuvre façade rideau sud-est du sas pentaglisse (sur lot 4)
PSE 5	Augmentation de la hauteur du pare vent sur solarium (sur lot 6)
PSE 6	Fontaine à glace (sur lot 7)
PSE 7	Peinture Pliotlithe sur façades existantes (sur lot 15)
PSE 8	Machine à vagues (sur lot 19)
PSE 9	Boules à vagues (sur lot 19)
PSE 10	Sujétions lits massants (sur le lot 8 et sur lot 19)

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 : Les intervenants3.1 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BVL ARCHITECTURE
66 Rue de sèvres,
75 007 PARIS

mandataire du groupement composé des entreprises BMT ET ASS, JEAN-CLAUDE BRAGEOT, OMNITECH, STECBA INGENIERIE, META

La mission du maître d'œuvre est une mission de base.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est ACEBTTP.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau I de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- La décomposition du prix global forfaitaire
- La nomenclature des pièces graphiques
- Les qualifications demandées par lots, les index pour la consultation par lot, et le système de notation pour les critères techniques
- Le rapport des sondages géotechniques
- Le PGCSPS
- Le RICT
- L'information sur la dématérialisation
- Le questionnaire-entreprises

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat.

Mais il est également disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.xmarches.fr référence 1821.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant les moyens humains et matériels globaux que le candidat souhaite mettre en œuvre sur ce chantier en particulier ;
- Déclaration indiquant les références avec des contraintes spécifiques d'accès et d'exécution des travaux ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- La décomposition du prix global forfaitaire
- Un mémoire justificatif comprenant a minima :
 - Une note méthodologique des travaux avec détail de l'activité, dans les phases de préparation, études, approvisionnement et réalisation en site occupé
 - Des précisions sur les moyens humains et matériels mis en œuvre sur le chantier
 - Une présentation sur la provenance des fournitures, et références des fournisseurs
 - Une note sur les mesures sur la sécurité et hygiène ; mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier avec installation d'hygiène prévue, organisation du chantier en site occupé
- Note détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli constitué d'une première enveloppe intérieure contenant les « Pièces de la candidature » et d'une seconde enveloppe intérieure contenant les « Pièces de l'offre ».

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère : Prix des prestations	60%
Critère : Valeur technique	40%
Méthodologie des travaux	40 %
Moyens humains et matériels	25%
Provenance fournitures	25%
Mesures sur la sécurité, hygiène	10 %

Le prix des prestations sera apprécié de la façon suivante : l'offre qui présentera le prix en euro le moins élevé se verra attribuer la note maximale. Les autres notes seront attribuées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule suivante :

Pondération du critère X (Prix le plus bas proposé par l'ensemble des candidats/ Prix proposé par le candidat)

Le mode de calcul pour le critère valeur technique (NT) est le suivant :

La conformité de l'offre de base au CCTP sera vérifiée. La valeur technique des offres conformes est examinée au regard des informations transmises par les entreprises dans le cadre du mémoire technique.

Pour le critère valeur technique, chaque sous-critère sera noté, avant pondération, sur une échelle de 0 à 10 points.

Pour chacun des sous-critères, il sera attribué un nombre de points en fonction de la précision de l'offre selon le barème suivant :

- 0 à 2 (zéro à deux) pour des dispositions très insuffisantes ;
- 3 à 4 (trois à quatre) pour des dispositions insuffisantes ;
- 5 à 6 (cinq à six) pour des dispositions passables ;
- 7 à 8 (sept à huit) pour des dispositions satisfaisantes ;
- 9 à 10 (neuf à dix) pour des dispositions très satisfaisantes;

La note sur 10 est ensuite multipliée par le coefficient précisé

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociations potentielles :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation. Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes. Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable. Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<u>Offre pour :</u> EXTENSION DU CENTRE NAUTIQUE A SAINT DIZIER NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise
Service Marchés Publics
Cité Administrative

**12 rue de la Commune de Paris
52115 Saint-Dizier CEDEX**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

7.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : www.xmarches.fr référence 1821 ou sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...).

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (un fichier ou support distinct pour chaque enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les seules extensions de fichiers autorisées sont .doc .xls .pdf .rtf .jpg .jpeg .ppt .dwg. . Les fichiers peuvent être compressés dans un .zip.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://referencess.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) :

Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise

Service Marchés Publics

Cité Administrative

12 rue de la Commune de Paris

52115 Saint-Dizier CEDEX

Tél: 0325073146

marchepublic@mairie-saintdizier.fr

Karlo GBANDI & Caroline LORI

Renseignement(s) technique(s) :

Pôle Maitrise d'ouvrage

Cité administrative

12 rue de la Commune de Paris

52100 Saint-Dizier

Tel : 03.25.07.31.46

Florence HARMAND

fharmand@mairie-saintdizier.fr

Florence HARMAND ou Daniel HARMAND

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.xmarches.fr référence 1821.

Des questions peuvent être posées par les candidats 10 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Une visite des lieux est obligatoire. Un certificat sera remis lors de la visite et devra être joint à l'offre. Afin de prendre rendez-vous, contacter impérativement Mme Florence HARMAND au 03.25.07.31.41 ou écrire à fharmand@mairie-saintdizier.fr

Les dates préfixées sont le 24 juillet à 14h00 et le 21 août à 14h00 sur site.